

VILLE DE BOIS-GUILLAUME (Seine-Maritime)

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 JUIN 2009

Date de la convocation : 11 juin 2009

Conseillers en exercice : 33

Date d'affichage : 11 juin 2009

Conseillers Présents : 30 jusqu'à 18h35, 31 à partir de 18h35 et
30 à partir de 20h20

Représentés : 2 jusqu'à 20h20, 3 à partir de 20h20

Présents : Mmes et MM. Gilbert RENARD, Marie-Françoise GUGUIN, Jean-Pierre DAVID, Claude RITT, Julien LAUREAU, Françoise MARINI, Lionel EFFOSSE, Eve BRAUN à compter de 18h35, André CARPENTIER, , Frédéric ABRAHAM, Corinne JULIA, Michel BALDENWECK, Annie ELIOT, Alexandre FOLLOT, Anne PAILLARD, Philippe BILLIARD, Marie-Françoise SIELER, Jean-Pierre GUERIN, Véronique BARBIER, Alain BOUISSOU, Dominique MISSIMILLY, Yannick TOUZ, Marie-Laure RIVALS, , Marie-José ROQUES, Jean-Luc CHAVANIEUX, Michel PHILIPPE, Yannick OLIVERI DUPUIS, Sylvain RICHON, Carine LE GOFF, François DUGARD jusqu'à 20h20, Christian CHUPIN.

Absents excusés : Madame Nicole BERCES pouvoir à Monsieur Philippe BILLIARD, Monsieur Dominique BERNARD pouvoir à Madame Marie-José ROQUES, Madame Eve BRAUN jusqu'à 18h35, Monsieur François DUGARD pouvoir à Madame Carine LE GOFF à partir de 20h20.

Secrétaire de séance : Monsieur Yannick TOUZ

7 – OBJET : RAPPROCHEMENT BIHOREL – BOIS-GUILLAUME – CAHIER DES CHARGES DE L'ETUDE – APPROBATION – LANCEMENT DE LA CONSULTATION

Rapporteur : Gilbert RENARD au nom du Conseil de Municipalité et de la Commission Finances, Sécurité et Intercommunalité

89/2009

Bihorel et Bois-Guillaume ont développé, au cours des trente dernières années, de nombreuses coopérations tant sur le plan institutionnel qu'associatif.

Elles se sont ainsi associées, dans le cadre de syndicats intercommunaux à vocation unique, pour la gestion d'un complexe aquatique et la construction d'une zone d'activités économiques. Elles financent également des activités associatives communes : une école intercommunale de musique, une association d'échanges internationaux, un Centre Local d'Information et de Coordination pour le 3^{ème} âge (CLIC), un Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. Enfin, elles ont initié plusieurs manifestations communes, tels que le triathlon annuel, la semaine du Développement Durable, les commémorations patriotiques, la fête de la musique...

Par ailleurs, les populations de Bihorel et de Bois-Guillaume partagent des services communs, tels que le Centre Médico-Social, le Service de Soins à Domicile, la déchetterie intercommunale...

Parallèlement, Bihorel et Bois-Guillaume siègent ensemble dans plusieurs établissements de coopération intercommunale, notamment la Communauté d'Agglomération Rouennaise et le Syndicat mixte du Schéma de COhérence Territoriale (SCOT).

Regroupées au sein de nombreuses structures, Bihorel et Bois-Guillaume font face par ailleurs aux mêmes enjeux.

Elles doivent en effet, d'une part, être en capacité d'investir pour l'avenir comme elles ont pu le faire par le passé, tout en optimisant leurs moyens d'action dans un contexte très difficile sur le plan économique.

La crise financière qui s'est installée durablement dans le pays engendre des effets négatifs sur les ressources des communes à un moment où celles-ci doivent assurer de plus en plus de solidarité. Par ailleurs, les concours de l'Etat et des autres collectivités décentralisées, notamment le Département et la Région, sont réorientées sur des politiques prioritaires n'entrant pas forcément dans le cadre des compétences communales.

Enfin et surtout, les communes assurent de plus en plus de missions dans des domaines très divers (délivrance de titres sécurisés, instruction du volet accessibilité des permis de construire, instruction du RSA...) qui requièrent des moyens humains et matériels difficilement compatibles avec leurs capacités budgétaires.

D'autre part, Bihorel et Bois-Guillaume doivent nourrir un projet d'avenir au sein d'une agglomération plus intégrée.

Villes moyennes, Bihorel et Bois-Guillaume ont des atouts communs à faire valoir et une identité à défendre. L'enjeu pour elles n'est pas de s'opposer aux desseins communautaires, mais d'être en mesure de peser et d'orienter les choix à venir. Qu'il s'agisse du déplacement de la gare, du transfert de l'urbanisme opérationnel, de l'intégration de la compétence voirie ou encore du positionnement des futurs pôles de proximité..., Bihorel et Bois-Guillaume ont peut être intérêt à parler d'une même voix car elles sont confrontées à une même évolution.

Au delà, il apparaît important de s'interroger sur l'utilité d'un rapprochement des deux communes en terme de maintien des services publics. On sait déjà que par une mobilisation commune Bihorel et Bois-Guillaume ont réussi à conserver sur leur territoire un centre de tri postal ainsi que des services médico-sociaux, dont le départ était programmé à plus ou moins brève échéance. Un rapprochement, une fusion des deux communes peut-il être le gage d'une meilleure défense du service public? En proposant à l'Etat et aux grands organismes de services publics des solutions concrètes (terrains, immobilier...), Bihorel et Bois-Guillaume – ensemble - peuvent-elles mieux résister aux rationalisations budgétaires?

Tous ces éléments militent en faveur d'un renforcement de la coopération entre nos deux communes, renforcement d'autant plus souhaitable que la Communauté d'Agglomération Rouennaise, même transformée en Communauté Urbaine, ne peut et ne pourra pas répondre à l'ensemble des besoins exprimés par les habitants.

En effet, la coopération intercommunale à grande échelle n'est pas en capacité de prendre en compte les spécificités de chacune des communes membres ; elle se limite, par ses compétences, à satisfaire des besoins communs relevant d'un intérêt partagé par le plus grand nombre. Par ailleurs, le principe de subsidiarité qui la gouverne, tend à éloigner les décideurs des habitants alors même que ceux-ci réclament plus de proximité.

La réflexion à laquelle nous sommes invités est donc bien complémentaire de celle initiée au niveau de nos instances communautaires. Elle vise, sur la base d'un diagnostic partagé par les deux communes, à nous permettre d'analyser les avantages et les inconvénients que présenterait, sur toute une série de sujets ne relevant pas de l'Agglo., un rapprochement entre Bihorel et Bois-Guillaume.

Cette alliance pragmatique, librement consentie entre nos deux communes, pourrait s'exprimer au travers de syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple, assurant un partage équilibré des compétences et un pilotage au plus près des administrés. Elle pourrait également se réaliser par un processus de fusion si les avantages d'une telle solution étaient significatifs.

Pour l'heure, il est proposé d'autoriser le lancement d'une étude préalable dont le projet de cahier des charges est joint à l'ordre du jour de la présente séance.

L'objectif de cette étude est double :

- initier un débat de société autour de l'avenir de nos deux communes, débat auquel seront conviées à participer les forces vives oeuvrant à l'animation et au développement des deux communes,
- constituer un outil d'aide à la décision, non seulement pour les élus des conseils municipaux de Bihorel et de Bois-Guillaume, mais également pour la population toute entière si celle-ci devait être appelée à prendre position dans le cadre d'une consultation formelle.

L'étude proposée s'attachera à visiter, outre les finances et la fiscalité des deux communes, l'ensemble des secteurs de l'action municipale : urbanisme, culture, sport, manifestations, enfance, éducation, gestion des espaces publics, sécurité, action sociale, moyens humains et techniques...

Elle permettra de disposer d'un état des lieux des politiques menées, d'un bilan avantages / inconvénients d'une mise en commun des politiques et des moyens, ainsi que d'une étude financière et fiscale dans le cadre d'un rapprochement ou d'une fusion des deux communes.

Il est proposé de conduire cette étude en collaboration avec Bihorel, dans le cadre des dispositions prévues par l'article 8 du code des marchés publics concernant les groupements de commande. Une convention dont le projet est joint en annexe, vient préciser les modalités de fonctionnement de ce groupement ainsi que la répartition financière des dépenses d'étude.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé D'ADOPTER LA DELIBERATION SUIVANTE :

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le rapport qui précède,

Considérant les enjeux auxquels sont confrontées les communes de Bihorel et de Bois-Guillaume dans la gestion de leurs missions et compétences,

Considérant l'intérêt pour les conseils municipaux des deux communes de disposer d'un état des lieux fiables des politiques menées par les deux communes dans un certain nombre de domaines,

Considérant l'intérêt pour les élus, comme pour les habitants, de dresser un bilan avantages / inconvénients d'une mise en commun des politiques menées par les deux communes dans un souci d'optimisation des moyens et de meilleur service rendu à la population,

Considérant l'intérêt, dans ce cadre, de réfléchir à de nouveaux rapprochements, voire à une fusion entre Bihorel et Bois-Guillaume,

1. DECIDE D'ENGAGER UNE ETUDE GLOBALE DEVANT PERMETTRE AUX ELUS DES COMMUNES DE BIHOREL ET DE BOIS-GUILLAUME D'EVALUER L'INTERET ET LA FAISABILITE D'UN RAPPROCHEMENT OU D'UNE FUSION,
2. APPROUVE LE CAHIER DES CHARGES DE CETTE ETUDE,
3. DECIDE DE CONSTITUER AVEC LA COMMUNE DE BIHOREL UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA REALISATION DE CETTE ETUDE,

4. AUTORISE LE MAIRE, DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE COMMANDES, A ENGAGER UNE CONSULTATION D'ENTREPRISES EN VUE DE CHOISIR UN BUREAU D'ETUDES,
5. AUTORISE LE MAIRE A SIGNER AVEC LA COMMUNE DE BIHOREL UNE CONVENTION POUR DEFINIR LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT ET LA REPARTITION DES COUTS D'ETUDE,
6. DECIDE QUE CETTE DEPENSE SERA IMPUTEE SUR LES CREDITS OUVERTS AU COMPTE 617 DU BUDGET 2009.

PJ : Projet de cahier des charges

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, adopte les propositions du présent rapport :

Pour : 28

Contre :1 (Jean-Luc CHAVANIEUX)

Abstention : 0

Dominique BERNARD, Marie-José ROQUES, Michel PHILIPPE, Yannick OLIVERI DUPUIS ne prennent pas part au vote.

Pour extrait certifié conforme,

Transmis Préfecture :
Affichage :

Gilbert RENARD
Maire
Conseiller Général